



**Septième séminaire des Conseils
La Haye, 11 - 12 mai 2009**

Discours d'ouverture du Greffier, Mme Silvana Arbia

La Haye, 11 mai 2009

Monsieur le Président,
Madame et Monsieur les Vice-présidents
Mesdames et Messieurs les Juges,
Madame le Procureur adjoint,
Excellence Messieurs les Ambassadeurs de la Belgique et de la Finlande aux Pays-Bas,
Mesdames et Messieurs les Conseils,
Chers Collègues,

A la suite de Monsieur le Président que je remercie d'avoir bien voulu rehausser par sa présence effective le séminaire annuel des conseils, je voudrais sincèrement vous dire l'honneur et le plaisir que je ressens d'avoir cette possibilité, à travers ce séminaire, d'entretenir un dialogue solennel avec l'ensemble de la profession.

Honorables juges, Madame le Procureur adjoint, je vous remercie pour votre présence à cette rencontre qui confirme qu'au-delà du Greffe, c'est l'ensemble de la Cour qui écoutera et échangera, durant cette semaine, avec les conseils. Votre présence à ce séminaire favorise -et c'est ce que nous voulons- le dialogue en dehors, bien entendu, des affaires en cours, un dialogue institutionnel entre la profession et la Cour pénale internationale. Ce dialogue, qui a été instauré depuis le premier jour, est une priorité permanente pour le Greffe car il permet de créer un partenariat avec la profession et de faciliter également le dialogue avec les différents organes de la Cour sur des questions d'intérêt commun.

Chers collègues et amis, je remercie tous ceux qui ont consacré leur temps et leur énergie pour organiser ce séminaire et tous ceux qui l'ont soutenu. Je sais la somme d'efforts que vous avez déployés pour sa réussite.

Mesdames et Messieurs les Conseils,

De plusieurs continents, de plusieurs pays, de diverses traditions juridiques vous êtes près de 150, sur les 280 que compte notre liste, à nous avoir rejoints aujourd'hui pour ce séminaire. Votre réponse à notre invitation témoigne de l'intérêt positif que ce séminaire annuel suscite année après année à mesure que les activités de la Cour se multiplient.

Permettez-moi de saluer aussi les conseils qui n'ont pas pu être présents pour différentes raisons et surtout les conseils qui se trouvent dans des pays où les conditions de vie et d'exercice de la noble profession d'avocat sont extrêmement difficiles. J'espère qu'eux aussi pourront, dans le futur, nous rejoindre.

Je voudrais d'emblée réitérer mon engagement d'amener les conseils à se reconnaître et se sentir pleinement intégrés dans la Cour, dans le strict respect de leur indépendance. Je sais que c'est un travail de longue haleine que les rencontres comme celles d'aujourd'hui, couplées à d'autres initiatives de la Cour, contribueront à réaliser.

Je voudrais insister sur l'importance du dialogue avec les conseils et la profession d'une manière générale.

Je conçois la consultation et le dialogue avec la profession non seulement comme une obligation inscrite dans le Règlement de procédure et de preuve et le Règlement du Greffe, mais aussi et surtout comme un outil indispensable qui me permettra de mieux connaître les préoccupations des conseils et d'y répondre au mieux, dans un contexte souvent extrêmement difficile.

Pour cette année, il m'a semblé important, après une présentation des développements de la Cour sur les questions des victimes et de la défense depuis notre dernière rencontre de mai 2008, de vous entretenir de sujets majeurs pour le Greffe et la Cour : l'interaction des différentes unités de la Cour avec les intermédiaires, l'aide judiciaire des suspects/accusés et des victimes et la question de la communication de pièces entre les parties et participants au procès.

Ces différents points au programme du séminaire me paraissent tous revêtir une importance certaine.

Je voudrais m'appesantir tout particulièrement, et en premier lieu, sur la question des intermédiaires. Régulièrement, des ONG nationales et internationales ainsi que des organismes locaux ont fait part au Greffe de leurs préoccupations concernant ses relations avec ce qu'il est convenu d'appeler les intermédiaires. Les intermédiaires, que l'on qualifie parfois de tiers, peuvent être des personnes ou des organisations qui peuvent jouer un rôle dans les activités de la Cour, comme la sensibilisation, l'aide aux victimes en matière de participation à la procédure, la protection, etc.

Le Greffe a répondu à ces préoccupations dans le respect du cadre juridique de la Cour. En matière de protection, par exemple, le Greffe a estimé que ce cadre juridique ne laissait guère de place à l'interprétation, en dehors des expurgations et des mesures de confidentialité. Quant au soutien, il me paraît qu'il soulève certaines questions de principe et s'accompagne de contraintes financières.

Étant donné que ces préoccupations continuent d'être régulièrement soulevées, j'ai décidé de m'y intéresser de plus près et de mettre en place un processus de consultation afin de déterminer s'il convient et s'il serait possible de parvenir à un consensus à l'échelle de la Cour à cet égard et, le cas échéant, d'élaborer une politique claire pour y répondre. J'espère que vos contributions nous aideront à approfondir notre réflexion sur cette question sensible.

Je voudrais, en deuxième lieu, relever la question de l'aide judiciaire qui sera également abordée au cours de ce séminaire. Pour ceux d'entre vous qui sont fidèles à nos rencontres annuelles, ils constateront que cette question fait pratiquement systématiquement partie de nos échanges. Cette récurrence révèle, à mon sens, notre préoccupation constante de définir de la manière la plus adéquate possible les ressources devant être mises à la disposition des personnes indigentes afin de permettre leur intervention dans des conditions qui répondent aux exigences d'un procès équitable tout en tenant compte des ressources limitées que les Etats Parties mettent à la disposition du programme d'aide judiciaire de la Cour. Cette double exigence

nous impose de ne concevoir que des mécanismes répondant au triple critère de la nécessité, de la transparence et du contrôle.

Si notre réflexion sur la définition et la mise en œuvre du cadre de l'aide judiciaire pour la défense est très avancée, celle relative aux victimes reste encore à être approfondie. En effet, les particularités de l'intervention des victimes dans les procédures devant la Cour et certaines réalités du terrain appellent une prudence accrue sur cet aspect de l'aide judiciaire sur laquelle nous n'avons pas le bénéfice de l'expérience des Tribunaux ad hoc.

Je demeure convaincue que vos contributions nous aideront à mieux identifier les différents problèmes qui se posent afin de permettre la définition des solutions objectives qui fourniront aux conseils des ressources adéquates pour remplir réellement leur mandat de représentation.

Au cours de ce séminaire, nous discuterons également de la question de la communication des pièces entre parties et participants à la procédure. L'actualité de la Cour au cours de l'année écoulée nous a démontré l'importance de ce sujet. Je soulignerai, à cet égard, à titre d'exemple, la décision de la Chambre de première instance I du 13 juin 2008 dans l'affaire Lubanga relative aux conséquences de la non communication des pièces à décharge couvertes par des accords de confidentialité.

Comme vous le savez, dans cette décision la chambre avait considéré que la communication d'éléments de preuve à décharge se trouvant en la possession de l'Accusation est un élément fondamental du droit de l'accusé à un procès équitable et que l'absence d'une telle communication commandait la suspension du procès, puis la libération sans condition de l'accusé que la Chambre avait prononcée le 2 juillet 2008. Par la suite, la Chambre d'appel avait infirmé cette décision en demandant à la Chambre de première instance d'examiner à nouveau si l'accusé devait rester en prison ou remis en liberté à la lumière de toutes les circonstances pertinentes.

Cette année, j'ai décidé de solliciter le Juge Goldstone pour nous entretenir, en qualité d'invité d'honneur de ce septième séminaire annuel, du rôle des conseils dans le développement de la justice pénale internationale. Ce rôle bien qu'évident est souvent méconnu. Je suis convaincu que le Juge Goldstone, ancien avocat et ancien Procureur des TPIs saura, avec l'expérience, l'expertise et le talent qui lui sont reconnus à travers le monde, nous le peindre avec pertinence.

En marge du séminaire, nous avons prévu une session exclusivement pour les conseils afin de vous permettre de discuter de questions spécifiques de nature à renforcer cette communauté que la Liste gérée par le Greffier a créée par delà les frontières et les continents.

Enfin, dans le prolongement du séminaire, nous avons comme l'année dernière, organisé une formation de trois jours pour les conseils figurant sur la liste accréditée par la Cour. Cette formation vise deux objectifs. Tout d'abord, familiariser les conseils avec les structures et outils techniques du système électronique de la Cour avant même qu'ils ne soient appelés à intervenir devant la Cour. Ensuite, approfondir pendant, trois jours, certains aspects particuliers de la jurisprudence de la Cour, les éléments de crimes et modes de responsabilité, le rôle des conseils de permanence, la conduite des enquêtes et la protection des victimes et des témoins.

J'entends, dans les limites de ressources extra budgétaires que la Cour parviendra à collecter auprès de donateurs, renforcer et intensifier la formation des conseils sur la liste sur le droit de la Cour par le biais, par exemple de formation de formateurs.

Je ne doute pas que cette formation, comme celle de l'année dernière répondra pleinement à vos attentes et je vous souhaite une très fructueuse semaine d'échange avec et sur la Cour.

Je ne voudrais pas terminer sans remercier le Royaume de Belgique, la Finlande, les Pays-Bas et la Fondation Mc Arthur pour leur soutien financier inestimable pour faciliter la participation du plus grand nombre de conseils venant des pays les moins avancés.

Je salue chaleureusement leurs représentants qui nous ont fait le plaisir d'être parmi nous ce jour et je leur exprime, au nom de la Cour, notre profonde gratitude.

Je vous remercie.